1. *Recommande* que le Comité spécial plénier, en élaborant la stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement, tienne compte des propositions de la Commission du développement social figurant dans l'annexe à la présente résolution;

2. *Décide* que la Commission du développement social devra examiner la question de l'application des éléments sociaux de la stratégie à sa trente-deuxième session.

15^e séance plénière
24 mai 1989

ANNEXE

Propositions de la Commission du développement social en ce qui concerne la dimension sociale de la stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement

La Commission du développement social propose que la stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement

a) Souligne l'interaction des politiques sociales et économiques, en particulier le principe selon lequel les politiques et les programmes sociaux devraient être liés aux efforts de développement économique à court terme et à long terme;

b) Souligne la nécessité d'améliorer la situation sociale, en particulier dans les pays en développement, en insistant sur le fait que la pauvreté, sous toutes ses formes, constitue un problème dont tous doivent d'urgence rechercher la solution;

c) Soit concrète et propre à promouvoir l'action internationale en vue de créer un environnement mondial approprié pour le développement social;

d) Prenne en considération le rôle du secteur public et le rôle du secteur privé;

e) Contribue à donner une dimension mondiale aux problèmes de la promotion de la femme;

f) Favorise la promotion de l'intégration sociale de tous les segments de la société et de certains groupes de la population;

g) Propose des mesures en vue de renforcer la capacité des pays, en particulier les pays en développement, de coordonner les politiques sociales.

1989/56. Statuts de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1086 B (XXXIX) du 30 juillet 1965, dans laquelle il a prié le Secrétaire général de créer un compte spécial qui serait géré par l'Organisation des Nations Unies et permettrait de renforcer les moyens qu'a l'Organisation de s'acquitter de ses responsabilités dans le domaine de la défense sociale,

Rappelant également la création à Rome, en 1968, de l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale, comme suite à sa résolution 1086 B (XXXIX),

Rappelant en outre la résolution 20 du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants⁹⁰, dans laquelle

⁹⁰ Voir *Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants*, Milan, 26 août-6 septembre 1985 : rapport établi par le Secrétariat (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IV.3), chap. I, sect. E.

le Congrès a pris note avec satisfaction de la précieuse contribution apportée notamment par l'Institut à la prise de conscience croissante, à l'échelon international, de l'importance capitale de la recherche opérationnelle en tant qu'instrument efficace d'élaboration et d'exécution des politiques générales de prévention du crime et de lutte contre la délinquance.

Notant avec satisfaction que les activités de l'Institut ont fait, périodiquement, l'objet d'appréciations positives de la part du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et que le programme de travail de l'Institut a évolué et s'est élargi pour mieux répondre aux besoins de la communauté internationale, particulièrement dans les régions du monde en développement,

Notant en particulier la diversification des activités de l'Institut, du point de vue de la vulgarisation des résultats de ses recherches par des activités de formation et des activités sur le terrain visant à fournir une assistance aux pays en développement et du point de vue de l'accroissement de sa contribution au programme de l'Organisation des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale,

Considérant que dans le Plan d'action de Milan⁹¹, adopté par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, il est demandé de renforcer les instituts régionaux et interrégionaux des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale,

Conscient qu'il importe de mettre à jour le mandat de l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale et de moderniser son mode de fonctionnement afin de les adapter aux conceptions actuelles dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, notamment en ce qui concerne les besoins des pays en développement,

Conscient également qu'il importe de prendre des dispositions de caractère plus permanent pour ce qui est de la gestion de l'Institut,

1. *Adopte* les statuts de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, tels qu'ils figurent en annexe à la présente résolution;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre des mesures, en consultation avec le Directeur de l'Institut, pour appliquer les statuts et de rendre compte à ce sujet au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à sa onzième session.

15^e séance plénière
24 mai 1989

ANNEXE

Statuts de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

Article premier

FONDATION DE L'INSTITUT

En vertu des présents statuts, l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale devient l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

⁹¹ *Ibid.*, chap. I, sect. A.

Article II

OBJECTIFS ET FONCTIONS

1. L'Institut a pour objectif de contribuer, par la recherche, la formation, les activités sur le terrain et la collecte, l'échange et la diffusion d'informations, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques améliorées dans le domaine de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance, compte dûment tenu de la nécessité d'intégrer lesdites politiques dans le cadre plus général de l'évolution et du développement socio-économiques et de la protection des droits de l'homme. L'Institut prête assistance à cette fin aux organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales. En conséquence, ses principales fonctions sont les suivantes :

- a) Promouvoir, diriger, coordonner et appuyer la recherche et en collaboration avec les pays intéressés organiser et appuyer les activités sur le terrain aux fins suivantes:
 - i) Créer une base de connaissances et d'informations fiable sur les problèmes sociaux liés à la délinquance juvénile et à la criminalité des adultes, une attention particulière étant accordée aux nouvelles formes, souvent transnationales, de ces phénomènes;
 - ii) Identifier des stratégies, politiques et instruments appropriés pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, afin de contribuer au développement socio-économique et de promouvoir la protection des droits de l'homme;
 - iii) Concevoir des modèles et systèmes pratiques en vue de promouvoir l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques;
- b) Assurer la recherche opérationnelle et la formation en rapport avec le programme de l'Organisation des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;
- c) Concevoir et entreprendre des activités de formation au niveau interrégional et, sur la demande des pays intéressés, au niveau national;
- d) Favoriser les échanges d'information, notamment en assurant le fonctionnement d'un centre international de documentation sur la criminologie et les disciplines connexes, afin de permettre à l'Institut de répondre aux besoins de la communauté internationale en matière de diffusion d'informations sur le plan mondial et à ceux de l'Organisation des Nations Unies et des chercheurs et autres experts.

2. Dans la poursuite desdits objectifs, l'Institut travaille en collaboration et en coordination étroites avec des instituts et autres organismes, appartenant ou non au système des Nations Unies, en particulier avec les instituts régionaux des Nations Unies pour la prévention du crime.

Article III

STATUT, ORGANISATION ET SIÈGE DE L'INSTITUT

1. L'Institut est une entité de l'Organisation des Nations Unies et fait donc partie intégrante du système des Nations Unies.
2. L'Institut dispose de son propre conseil de direction, ainsi que d'un directeur et d'un personnel d'appui. Il applique le règlement financier et le Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, à moins que l'Assemblée générale n'en dispose autrement. Il applique également les règles de gestion financière, le Règlement du personnel et tous les textes administratifs émanant du Secrétaire général, à moins que ce dernier n'en décide autrement.
3. Le siège de l'Institut est à Rome. Avec l'approbation du Conseil de direction et du Secrétaire général, l'Institut peut ouvrir d'autres bureaux s'il le juge nécessaire.

Article IV

CONSEIL DE DIRECTION

1. L'Institut est géré par un Conseil de direction (ci-après dénommé "le Conseil"), placé sous l'égide du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance.

2. La composition du Conseil est la suivante :

a) Sept membres choisis par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance parmi des candidats proposés par le Secrétaire général et approuvés par le Conseil économique et social, compte dûment tenu du fait que l'Institut et ses activités sont financés au moyen de contributions volontaires et que le principe d'une répartition géographique équitable doit être respecté. Les membres sont choisis parmi des personnalités éminentes possédant les qualifications et compétences requises. Ils sont nommés à titre individuel pour un mandat de cinq ans à compter de la date de la première réunion du Conseil à laquelle ils sont invités à participer. Ils ne peuvent être nommés une nouvelle fois par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, avec l'approbation du Conseil économique et social, que pour un seul mandat additionnel. Les membres cessent d'exercer leur mandat à tour de rôle à cette fin, lorsqu'ils seront désignés pour la première fois, trois d'entre eux exerceront leurs fonctions pendant cinq ans, deux autres pendant quatre ans et les deux derniers pendant trois ans. À sa première session, le Conseil attribuera par tirage au sort les mandats initiaux;

b) Un représentant du Secrétaire général, qui est normalement le chef du Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat, un représentant de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, un représentant du pays hôte et le Directeur de l'Institut, en tant que membres de droit du Conseil.

3. Sous l'égide du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, le Conseil :

- a) Définit les principes, politiques et directives régissant les activités de l'Institut;
- b) Examine et approuve les propositions concernant le programme de travail et le budget de l'Institut, sur la base des recommandations qui lui sont présentées par le Directeur de l'Institut;
- c) Évalue les activités de l'Institut, achevées et en cours, sur la base des rapports périodiques qui lui sont présentés par le Directeur de l'Institut;
- d) Fait les recommandations qu'il juge nécessaires ou souhaitables pour assurer le bon fonctionnement de l'Institut;
- e) Rend compte, périodiquement, au Conseil économique et social par l'intermédiaire du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance.

4. Le Conseil se réunit au moins une fois tous les deux ans. Il adopte son propre règlement intérieur. Il élit son propre bureau, y compris son président, conformément à son règlement intérieur. Il prend ses décisions de la manière prévue par ledit règlement.

5. Le Conseil étudie les moyens de renforcer les ressources financières de l'Institut, afin d'assurer l'efficacité et la continuité de ses opérations, dans le cadre général du programme de l'Organisation des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

6. Conformément aux principes et politiques de l'Institut, les membres du Conseil peuvent être invités, pour aider à atteindre les objectifs de l'Institut, à participer en son nom à des réunions, à solliciter des fonds pour l'Institut et, si possible, à continuer à mettre en place dans leur pays des équipes nationales d'appui qui se consacrent à la poursuite des objectifs de l'Institut.

7. Les organisations du système des Nations Unies et d'autres institutions peuvent, le cas échéant, être représentées aux réunions du Conseil portant sur des activités présentant un intérêt pour elles, aux conditions énoncées dans le règlement intérieur du Conseil.

Article V

LE DIRECTEUR ET LE PERSONNEL

1. Le Directeur est nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, après consultation du Conseil.
2. Le Directeur est responsable de l'organisation, de la gestion et de l'administration de l'Institut, conformément aux directives générales énoncées par le Conseil et dans les limites du mandat qui

lui est confié par le Secrétaire général. Le Directeur est notamment chargé :

- a) De soumettre au Conseil, pour examen et adoption, les programmes de travail et le projet de budget de l'Institut;
- b) De superviser l'exécution des programmes de travail et d'effectuer les dépenses prévues dans le budget de l'Institut, tel qu'adopté par le Conseil;
- c) De soumettre au Conseil des rapports annuels et des rapports spéciaux sur les activités de l'Institut et sur l'exécution de ses programmes de travail;
- d) De soumettre au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance des rapports approuvés par le Conseil;
- e) De nommer et diriger le personnel de l'Institut au nom du Secrétaire général;
- f) De coordonner les activités de l'Institut avec celles d'autres organes et organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et instituts internationaux, nationaux et régionaux travaillant dans des domaines connexes;
- g) De négocier des accords avec des gouvernements et des organisations intergouvernementales ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales et des institutions universitaires et philanthropiques, afin de fournir ou d'obtenir des services en rapport avec les activités de l'Institut;
- h) De solliciter activement les fonds requis pour la mise en œuvre du programme de travail de l'Institut;
- i) D'accepter, sous réserve des dispositions de l'article VII, des contributions volontaires à l'Institut;
- j) De prendre les mesures nécessaires pour établir des liens officiels et permanents avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies et obtenir son appui dans ce cadre;
- k) De mener les missions ou d'entreprendre les activités qui pourront être déterminées par le Conseil ou demandées par le Secrétaire général, à condition que de telles demandes soient conformes au budget-programme approuvé par le Conseil.

3. Le Directeur nomme le personnel de l'Institut par lettres de nomination qu'il signe au nom du Secrétaire général et qui ne valent que pour des emplois au sein de l'Institut. Le personnel est responsable envers le Directeur dans l'exercice de ses fonctions.

4. Les conditions d'emploi du Directeur et du personnel sont régies par le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des clauses ou conditions spéciales d'engagement qui pourront être proposées par le Directeur et approuvées par le Secrétaire général.

5. Le Directeur et le personnel de l'Institut ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation des Nations Unies. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation.

6. Le Directeur et le personnel de l'Institut sont des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies auxquels s'appliquent de ce fait l'Article 105 de la Charte des Nations Unies ainsi que d'autres accords internationaux et résolutions de l'Organisation définissant le statut de tels fonctionnaires.

Article VI

CHERCHEURS ET CONSULTANTS

1. Le Directeur peut nommer chercheurs principaux auprès de l'Institut un nombre limité de personnes qualifiées. Les chercheurs principaux peuvent poursuivre leurs travaux de recherche à l'Institut et fournir des conseils et assistance dans le cadre du programme de travail de l'Institut.

2. Le Directeur peut aussi nommer des chercheurs assistants dans le cadre du programme de formation de l'Institut. Les chercheurs assistants prêtent leur concours dans le cadre du programme de travail de l'Institut.

3. L'Institut met en place un réseau restreint de chercheurs nationaux spécialisés dans le domaine de la recherche crimino-

logique, qui contribuent aux activités de l'Institut en lui donnant des conseils en matière d'études, de recherche et de formation.

4. Les chercheurs sont nommés conformément aux critères établis par le Conseil et aux procédures énoncées par le Secrétaire général et ne sont pas considérés comme membres du personnel de l'Institut.

5. Le Directeur peut avoir recours aux services de consultants pour des affectations spéciales dans le cadre du programme de travail de l'Institut. Lesdits consultants sont engagés conformément aux procédures établies par le Secrétaire général.

Article VII

RESSOURCES FINANCIÈRES ET RÈGLES APPLICABLES À LA GESTION FINANCIÈRE DE L'INSTITUT

Les activités de l'Institut sont financées au moyen de contributions volontaires des États. L'Institut peut obtenir des ressources supplémentaires en espèces ou en nature auprès de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées, d'organisations et institutions intergouvernementales et gouvernementales et d'organisations non gouvernementales. Dans tous les cas, l'acceptation par l'Institut d'offres d'assistance financière est soumise à l'approbation du Président du Conseil, en consultation avec le Directeur de l'Institut, conformément aux objectifs fondamentaux de l'Institut et aux dispositions pertinentes des règles applicables à la gestion financière de l'Institut. Le Président du Conseil fait rapport au Conseil sur cette question à sa session suivante.

Article VIII

APPUI ADMINISTRATIF ET AUTRES FORMES D'APPU

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fournit à l'Institut un appui administratif et d'autres formes d'appui appropriées, conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation. L'Institut rembourse à l'Organisation les dépenses afférentes à cette assistance, de la manière arrêtée par le Contrôleur de l'Organisation après consultation avec le Directeur.

Article IX

RELATIONS AVEC LE CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LES AFFAIRES HUMANITAIRES DU SECRETARIAT ET D'AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES, INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES

L'Institut établit et maintient des liens étroits de consultation et de coopération de travail avec le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat, en particulier avec le Service de la prévention du crime et de la justice pénale.

2. L'Institut peut également, s'il le juge nécessaire, établir et entretenir de tels liens avec d'autres organismes des Nations Unies, institutions spécialisées et organisations internationales.

1989/57. Application de la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir

Le Conseil économique et social,

Considérant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 40/34 du 29 novembre 1985, a adopté la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir qui figure en annexe à ladite résolution et qui a été approuvée par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants⁹⁷;

Invitant le Secrétaire